

prioritaires ». Le gouvernement se dit plus déterminé que jamais à tenir le cap, à imposer ses réformes, bref, en restant sourd aux revendications des salariés.

Mais les grèves récentes ont mis à mal cette stratégie : « Le geste consenti dans l'enseignement supérieur pour tenter de calmer la grogne des enseignants-chercheurs – les postes seront maintenus en 2010 et 2011 – va être exploité par les syndicats de fonctionnaires. »<sup>4</sup>

Et pourtant les derniers sondages montrent un soutien sans faille pour la fonction publique, vu comme élément de stabilité dans un monde en crise : 92,5% des français sont favorables à l'augmentation de fonctionnaires dans la santé, 72,4% pour la recherche, 68,2% pour l'éducation<sup>5</sup>.

### Travailler plus pour se faire virer

Les conséquences de la politique sarkozyste sont très claires pour les ouvriers de l'usine de pneumatiques Continental, dans l'Oise, qui se voient menacés de licenciement, 3 000 emplois directs et indirects sont menacés. « L'entreprise, en effet, est une des premières à avoir inauguré le « travailler plus pour gagner plus », en adoptant, dès septembre 2007, le retour aux 40 heures. Un accord qui aurait permis d'économiser 2 millions d'euros de masse salariale, de débloquer des investissements de la part de la direction allemande, et de générer 93 euros de plus par mois pour les salariés »<sup>6</sup>

Et la raison de la fermeture : c'est encore à Continental que le pneu coûte le plus cher à produire. Plus cher qu'à Sarreguemines en Moselle, plus cher qu'en Allemagne, qu'en république tchèque ou en Roumanie<sup>7</sup>...

Sarkozy, Merkel et compagnie veulent que ce soit les salariés qui paient la crise. On le voit clairement dans la complaisance de Bercy vis-à-vis du chômage, mais aussi l'inflation. Le fameux pouvoir d'achat sera soutenu par un taux d'inflation très basse, selon le gouvernement,



qui le chiffre autour de 0,4% pour l'année à venir. Mais ce chiffre global cache des augmentations ahurissantes pour ce qui concerne les éléments de base de la consommation des foyers les plus modestes. Selon le site internet France Inflation, certaines familles de produits ont assez fortement augmenté, notamment les produits alimentaires (+5,1%), l'énergie pour le chauffage domestique (+9,6%), les carburants (+12,1%), Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+4,7%), transport (+5,3%).

Entre la crainte du chômage qui est censé permettre de baisser les salaires, et la hausse réelle des prix, la classe dirigeante entend rester à l'abri de la crise tout en faisant payer les travailleurs.

Nous revendiquons la nationalisation sans compensation de toutes les entreprises en faillite qui licencient des salariés. Pour imposer cette demande, il nous faut une organisation vaste et déterminée de la classe ouvrière, pour créer le front le plus large possible contre les patrons, le MEDEF et Sarkozy. Pour construire ce front, l'activité des militants révolutionnaires est plus que jamais nécessaire.

1. Sévère rechute des grandes places boursières mondiales. Les Echos, 3.03.09

2. La nationalisation des banques américaines semble inéluctable dans les six mois. Le Monde 26.02.09

3. Obama s'engage à réduire le déficit américain de moitié en 4 ans. Reuters, 23.02.09

4. Récession, chômage : le gouvernement prévoit que la crise sera longue. Le Monde, 3.03.09.

5. 20 Minutes, lundi 2 mars 2009.

6. Libération, 3.03.09.

7. Continental dans la tourmente. Le Parisien, 3.03.09.

## Chômage : le racisme n'est pas la solution !

Article de John Mullen

Trois cent mille chômeurs de plus en France en 2009. De quoi donner envie de lutter tous ensemble contre la dictature du profit. Mais dans cette crise se profilent d'autres dangers. Plus l'économie va mal, plus les partis institutionnels seront tentés de mettre en avant un programme xénophobe. Les fascistes sont impatients d'en profiter.

En Autriche, dans la région de Carinthie, l'extrême droite a atteint les 45% des voix aux élections régionales de février 2009. En Italie en 2008 des incendies racistes ont été organisés contre le Roms. En Allemagne, 8 000 fascistes ont manifesté à Dresde il y a quelques semaines.

En Angleterre, lors de grèves contre l'embauche de travailleurs étrangers payés moins chers et hébergés séparément on entendait les slogans « des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques » et « étrangers dehors ». La plupart des directions syndicales rejetant la perspective d'un mouvement général contre les bas salaires et les licenciements, elles ont parfois cédé à la tentation d'endosser des arguments xénophobes, et quelques banderoles syndicales ont repris des mots d'ordre pour le moins ambigus. Le parti fasciste, le BNP, a tenté de profiter de ces grèves. Si dans plusieurs endroits il a été viré des piquets de grève par les grévistes eux-mêmes, il n'empêche que de tels slogans ne peuvent que les aider à se construire.

La France ne saura pas être une exception. Déjà, Le Pen dénonce le fait que les « ouvriers français » soient « sacrifiés sur l'autel d'une idéologie mondialiste destructrice ». Le Front national compte bien profiter de la crise, du chômage, de la misère. L'islamophobie pourrait être la question qui leur permet d'avancer, la gauche n'ayant pas une position claire sur ce point. La profanation d'un demi-millier de tombes de musulmans de la nécropole militaire de Notre-Dame de Lorette et l'incendie d'une mosquée à Saint-Priest (Rhône) en décembre 2008 n'ont provoqué aucune réaction significative de la part de l'ensemble des organisations de gauche.

Dans les années 1930, les fascistes proposaient à la classe dirigeante une arme pour briser le mouvement ouvrier. En cas d'approfondissement rapide de la crise économique et d'une augmentation de la misère, ils pourraient à nouveau jouer ce rôle, s'ils arrivent à se construire et se préparer maintenant. Nous devons tout mettre en œuvre pour les empêcher.